

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

NO 078/AONO/MINHDU/CIPM/2026 25 MAI 2026

POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU POSTE DE CONTROLE DE NSIMALEN (EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINHDU - EXERCICE 2026.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux d'aménagement d'une voie d'accès au poste de contrôle de NSIMALEN.

2- Consistance des travaux

Les travaux à réaliser au titre du présent appel d'offres comprennent :

- Pour la Tranche Ferme :

- ✓ Les travaux d'installation de chantier ;
- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de terrassement ;
- ✓ Les travaux de chaussée ;
- ✓ Les travaux d'assainissement et drainage ;
- ✓ Les travaux d'ouvrage d'art et ouvrage hydrauliques ;

- Pour la Tranche Conditionnelle n°1 :

- ✓ Les travaux d'installation de chantier ;
- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de terrassement ;
- ✓ Les travaux de chaussée ;
- ✓ Les travaux d'assainissement et drainage ;
- ✓ Les travaux d'ouvrage d'art et ouvrage hydrauliques ;

- Pour la Tranche Conditionnelle n°2 :

- ✓ Les travaux d'installation de chantier ;
- ✓ Les travaux préparatoires ;
- ✓ Les travaux de terrassement ;
- ✓ Les travaux de chaussée ;
- ✓ Les travaux d'assainissement et drainage ;
- ✓ Les travaux d'ouvrage d'art et ouvrage hydrauliques ;
- ✓ Les travaux de signalisation et équipement ;

NB : Les travaux d'assainissement seront exécutés par la méthode HIMO.

3- Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont réparties en un lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel des travaux est de 2 734 065 306 Fcfa reparti en trois tranches comme suit :

- Tranche ferme 2026 : 550.586 000 Fcfa ;

- Tranche Conditionnelle n°1 2027 : 1 368 894 826 Fcfa ;
- Tranche Conditionnelle n°02 2028 : 814 584 480 Fcfa.

5- Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la l'exécution des travaux est de **Quinze (15) mois soit quatre (04) mois pour la tranche ferme 2026 ; six (06) mois pour la tranche conditionnelle 2027 et Cinq (05) mois pour la tranche conditionnelle 2028.**

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises et groupements d'entreprises ayant leur domicile ou leur siège social au Cameroun et disposant d'une expérience avérée dans le domaine concerné.

La participation sous forme de groupement est admise à condition que la forme du groupement soit précisée et le Chef de file soit désigné et que les attributions spécifiques de chaque membre ressortent clairement.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINH DU - Exercice 2026 et Suivants.

8- Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautionnements dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **1 000 000 FCFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres **et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).**

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautionnements dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée ou n'étant pas accompagné du récépissé de la CDEC est considéré comme absent Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres en **version physique** peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis au **9e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1** à Yaoundé. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. <http://www.armp.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (<http://www.armp.cm>).

11- Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de **quatre-cent (400 000) FCFA** non remboursable, payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12- Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23 JUN 2026 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devront être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B. : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis scellés au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges) au plus tard le 23 JUN 2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

NO 078 / AONO/MINHDU/CIPM/2026 25 MAI 2026

POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE D'ACCES AU POSTE DE CONTROLE DE NSIMALEN (EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP/MINHDU - EXERCICE 2026.

13- Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement de crédit ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 23 JUN 2026 à partir de 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINH DU dans la salle du 2^{ème} étage de l'immeuble abritant la CIPM/MINH DU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beige aux balcons rouges).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15- Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé de la CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- b) Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- c) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- d) Absence de la déclaration de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- e) Absence d'un conducteur des travaux réunissant l'ensemble des qualifications suivantes :
 - o Formation : BAC + 3 en Génie Civil inscrit à l'ONIGC (joindre l'attestation de son inscription à l'ordre professionnel) ;
 - o Expérience Générale : 03 Ans
 - o Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de Conducteur des Travaux dans au moins deux (02) projets de voiries urbaines revêtues ;
- f) Présence du diplôme et du curriculum vitae d'un fonctionnaire en activité, sans un document justifiant de sa mise en disponibilité signé de son Ministre utilisateur ;
- g) Non-conformité du modèle de soumission ;
- h) Omission d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i) Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- j) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un chantier au cours des trois dernières années ;
- k) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- m) Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé ») ;
- n) Absence d'au moins trois (03) références en voiries urbaines revêtues d'un montant cumulé d'au moins 1 500 000 000 de Fcfa réalisées au cours des trois dernières années.
- o) Non possession en propre des engins minimums suivants (Pelle chargeuse ; Niveleuse et la tractopelle)
- p) Non-respect de 4 critères essentiels sur 5 ;

- q) Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.
- r) Absence d'une capacité financière d'un montant minimale de 100 000 000 de Fcfa.
- s) Absence une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une des catégories ci-après (A ; B ou C) ou l'attestation de dépôt de la demande de catégorisation.

15.2 Critères essentiels

L'offre technique sera évaluée suivant la grille de notation suivante :

- a) La Présentation Générale ;
- b) Le personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- c) La méthodologie d'exécution.
- d) Les références
- e) Le matériel de chantier à mobiliser ;

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16- Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre la moins disante, et remplissant les capacités techniques et administratives requises en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé), aux heures ouvrables ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minimap.cm.

19- Lutte contre la corruption

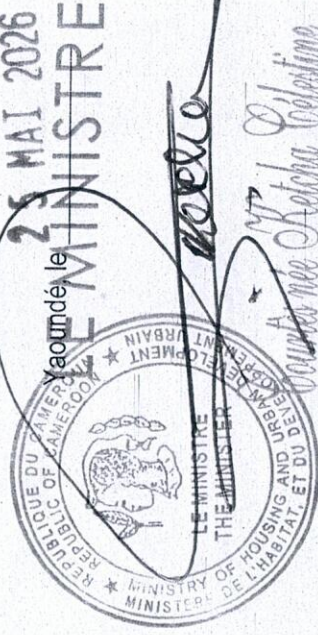
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

20- Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur.

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- CHRONO
- ARCHIVES



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET
DU DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° 0078 / AONO/MINHDU/CIPM/2026 OF 25 MAI 2026
FOR WORK TO DEVELOP AN ACCESS ROAD TO THE NSIMALEN CHECK POST
(AS AN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: BIP MINHDU – FY 2026.

1- Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Housing and Urban Development, Project Owner and Contracting Authority, is launching on behalf of the State of Cameroon a National Open Call for Tenders for the construction work of an access road to the NSIMALEN checkpoint.

2- Consistency of the work

The work to be carried out under this call for tenders includes:

- For the Firm Slice:

- ✓ Site installation work;
- ✓ Preparatory work;
- ✓ Earthworks;
- ✓ Pavement works;
- ✓ Sanitation and drainage works;
- ✓ Engineering works and hydraulic structures;

- For Conditional Tranche No. 1:

- ✓ Site installation work;
- ✓ Preparatory work;
- ✓ Earthworks;
- ✓ Pavement works;
- ✓ Sanitation and drainage works;
- ✓ Engineering works and hydraulic structures;

- For Conditional Section n°2:

- ✓ Site installation work;
- ✓ Preparatory work;
- ✓ Earthworks;
- ✓ Pavement works;
- ✓ Sanitation and drainage works;
- ✓ Engineering works and hydraulic structures;
- ✓ Signage and equipment work;

NB: The sanitation work will be carried out using the HIMO method.

3- Allotment

The work covered by this Tender Document is divided into a **single lot**.

4- Forecast cost

The estimated amount of work is 2,734,065,306 CFA francs divided into three installments as follows:

- Firm tranche 2026: 550,586,000 CFA francs;
- Conditional Tranche n°1 2027: 1,368,894,826 CFA francs;
- Conditional Tranche n°02 2028: 814,584,480 CFA francs.

5- Execution time

The maximum execution time planned by the Project Owner for the execution of the works is Fifteen (15) months or four (04) months for the firm 2026 phase; six (06) months for the 2027 conditional tranche and Five (05) months for the 2028 conditional tranche.

6- Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies and groups of companies having their domicile or head office in Cameroon and having proven experience in the field concerned.

Participation in the form of a group is permitted provided that the form of the group is specified and the Leader is designated and that the specific responsibilities of each member are clearly apparent.

7- Financing

The work covered by this Call for Tenders is financed by the BIP MINH DU - Fiscal year 2026 and beyond.

8- Mode of submission of offers

Submission is done exclusively online.

9- Submission bond

Each bidder must attach to their administrative documents, a stamped bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the areas of public procurement listed in Exhibit 13 of the DAO, the amount of which is set at 1,000,000 FCFA valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the bids and accompanied by the receipt of deposit issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

The absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial organization authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned or not accompanied by the receipt from the CDEC is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- Consultation of the Call for Tenders File

The physical version of the Tender Document can be consulted during working hours at the Directorate of General Affairs / Public Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor, door 02 of the Ministerial Building No. 1 in Yaoundé. It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (<http://www.arpmp.cm>).

11- Acquisition of the tender file

The Tender File may be consulted and withdrawn upon publication of this notice at the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Markets Department) located on the 9th floor, door 09T02, of the Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office), upon

presentation of an original receipt for payment of a non-refundable sum of four hundred (400 000) FCFA non-refundable, payable to the Public Treasury for the costs of acquiring the tender file.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, the submission is conditional on the payment of the DAO purchase fees.

12- Submission of offers

Each offer written in French or English must be transmitted by the bidder on the COLEPS platform no later than 23 JUN 2026 at [1 p.m., local time]. A backup copy of the offer recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the stipulated deadlines.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents which will pass through the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will make surc to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to present backup copies will result in the offer of the candidate concerned being inadmissible.

N.B: the physical originals of the bid bond, the CDEC receipt, the purchase receipt from the DAO and the backup copy must be sent in a sealed envelope to the Procurement Service (Tender Office) of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the building, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies) no later than 23 JUN 2026 at 1 p.m. local time and marked below:

No 0078 - ADNO/MINHDU/CIPM/2026 25 MAI 2026
OPEN NATIONAL CALL FOR TENDER
FOR WORK TO DEVELOP AN ACCESS ROAD TO THE NSIMALEN CHECK POST
(AS AN EMERGENCY PROCEDURE).
FINANCING: BIP/MINHDU - FY 2026.

13- Admissibility of offers

Will be inadmissible by the Project Owner:

- The envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Entries received after the submission deadlines and times;
- Entries that do not comply with the submission method.
- Folders without indication of the subject or reference of the Call for Tenders;
- Failure to present backup copies of offers;

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a credit institution or a financial organization approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public procurement or non-compliance with the models of the documents in the Tender File will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond produced by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of bids

The opening of bids is done in one stage and will take place on 23 JUN 2026 from 2 p.m. local time, by the Internal Procurement Commission of the MINH DU in the room on the 2nd floor of the building housing the CIPM/MINH DU, located behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be dated less than three (03) months or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Apart from the bid bond, the absence or non-compliance of a document from the administrative file when opening the bids and not produced within a period of 48 hours granted by the Commission, will result in the rejection of the offer.

15- Offer evaluation criteria

15.1. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

- a) Absence or non-compliance of the stamped bid bond, paid by hand and accompanied by the CDEC receipt in the administrative file when the bids are opened;
- b) Non-production beyond the deadline of 48 hours after the opening of envelopes of a part of the administrative file deemed non-compliant or absent;
- c) False declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- d) Absence of the site visit declaration signed on honor by the bidder;
- e) Absence of a works manager meeting all of the following qualifications:
 - o Training: BAC + 3 in Civil Engineering registered with the ONIGC (attach proof of registration with the professional order);
 - o General Experience: 03 Years
 - o Specific Experience: having already held the position of Works Manager in at least two (02) coated urban road projects;
- f) Presence of the diploma and curriculum vitae of an active civil servant, without a document justifying their availability signed by their user Minister;
- g) Non-compliance of the submission model;
- h) Omission of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- i) Omission of a quantified unit price in the financial offer;
- j) Absence of the sworn declaration of non-abandonment of a site during the last three years;
- k) Absence of the dated and signed integrity charter;
- l) Absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- m) Absence of one of the proofs of acceptance of the market conditions (CCAP and CCTP initiated on each page and signed on the last page accompanied by the words "read and approved");
- n) Absence of at least three (03) references in paved urban roads with a total amount of at least 1,500,000,000 Fcfa carried out over the past three years.
- o) Non-ownership of the following minimum equipment (Loader; Motor grader; and Backhoe loader)
- p) Non-compliance with 4 out of 5 essential criteria;
- q) Execution time beyond the time limit proposed by the Project Owner.
- r) Absence of financial capacity of a minimum amount of 100,000,000 CFA francs.
- s) Absence of a categorization certificate or a copy of the decision making public the classification in one of the following categories (A, B or C) or the certificate of submission of the categorization request.

15.2 Essential criteria

The technical offer will be evaluated according to the following rating grid:

- a) The General Presentation;
- b) The management staff of the company;
- c) The execution methodology.
- d) References
- e) Site equipment to be mobilized;

The details of these essential criteria are specified by the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO) and included in the evaluation grid.

16- Attribution

The contract will be awarded to the tenderer presenting the lowest bid, and meeting the required technical and administrative capacities, including, where applicable, the discounts offered.

17- Validity period of offers

Bidders remain committed to their offers for a period of 90 days from the deadline set for submission of offers.

18- Additional information

Additional technical information can be obtained from the Directorate of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 7th floor - door 06 of the ministerial building n°1 (facing Poste Centrale – Yaoundé), during working hours or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

To obtain technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform, please call the numbers (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

19- Fight against corruption

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or acts of bad practice, please call CONAC at the number 1517, the Authority responsible for Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

20- Addendum to the call for tenders

Possible additions may be made to this DAO in compliance with the regulations in force.

Extensions:

- MINMAP
- CIPM
- ARMP
- TIMELINE
- ARCHIVES

